

## Temps forts



### BONNE NOUVELLE

Alors qu'environ un million de chiens sont dévorés chaque année en Corée du Sud, une opération de sauvetage de quelque 200 chiens destinés à l'abattoir a eu lieu mercredi. La pression monte dans le pays du Matin calme pour faire cesser l'habitude de tuer ces canidés pour leur viande.

### L'actualité sur l'Humanité.fr

**L'HUMANITÉ** Analyse de la mobilisation et de la situation de notre journal dans le contexte des difficultés de la presse, avec Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité. Un entretien à voir sur [humanite.fr](http://humanite.fr).

**DROIT** La France doit en finir avec les violences faites aux manifestants, en bannissant les armes mutilantes. Analyse et propositions avec Marie-Christine Vergiat (GUE-GVN) et Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy (S et D). À voir sur [humanite.fr](http://humanite.fr).



Guillaume Collanges/Argos

### L'homme du jour

**MOHAMED KADAMY**  
RÉFUGIÉ POLITIQUE ET... MIS EN EXAMEN

Réfugié politique depuis vingt-trois ans ; mis en examen depuis 24 heures ! C'est l'incroyable situation dans laquelle se trouve aujourd'hui Mohamed Kadamy, leader du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie à Djibouti (Frud). Ce qu'on lui reproche ? Sa présumée responsabilité en 2015 dans des accrochages entre le Frud et l'armée. Une accusation de la justice djiboutienne – suivie hier par le parquet de Paris – qui pourrait servir à un troc judiciaire. Le juge Tournaire, qui a mis en examen l'opposant djiboutien, est aussi en charge de l'instruction de l'affaire Sarkozy-Kadhafi (financement illicite de campagne en 2007), dont l'un des témoins, un certain Wahib Nacer, se « cachera » à Djibouti où le magistrat serait attendu dans les prochaines heures. Pour maître Bérenger Tourné, avocat de Mohamed Kadamy, « la mise en examen de mon client, qui s'était pleinement expliqué devant la police judiciaire de Nanterre, ne repose sur rien de tangible. La régularité de la procédure me paraît par ailleurs affectée d'autres vices de sorte que je solliciterai sa nullité dès ce jeudi ».

STÉPHANE AUBOUARD

### L'IMAGE DU JOUR



Son prénom signifie « arbre » en hébreu. 300 personnes ont rendu hommage à Ilan Halimi à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne) et ont replanté des arbres « plus beaux, plus grands, plus forts » que ceux vandalisés ce week-end. Bertrand Guay/AFP

### LE FIL ROUGE

[filrouge@humanite.fr](mailto:filrouge@humanite.fr)

**Paris** Vendredi, à 12h30, au métro École-Militaire, à proximité du siège du Medef, le PCF organise une initiative sur les questions du pouvoir d'achat. Une délégation se rendra au Medef pour remettre les pétitions sur le pouvoir d'achat que nous aurons récoltées et pointer la responsabilité patronale dans la crise sociale actuelle. 55, avenue Bosquet, Paris 7<sup>e</sup>.

**Niort (79)** Raoul Girand, Jef Bouhiron, ainsi que Gérard Le Puill, journaliste à

*l'Humanité* et auteur, animeront le débat sur la montée en puissance de l'agriculture biologique dans le département des Deux-Sèvres et dans le pays. Rendez-vous le vendredi 15 février, à partir de 20 heures, au siège de la fédération du PCF, 23, rue des Fossés.

**Toulouse (31)** « Journalisme et réseaux sociaux : entre information alternative et manipulation(s) ». L'université populaire de Toulouse, la Fondation Copernic 31 et les Amis du Monde diplomatique, avec le soutien de l'association des journalistes et Médiacités, invitent Nikos Smyrniaios ce jeudi. Salle Sénéchal, 17, rue de Rémusat.

### SOLIDARITÉ

## À Caen, mobilisés pour sauver le Marais

Ce squat qui héberge plus de 200 exilés est menacé de fermeture. Des voix s'élèvent pour la sauvegarde de cet espace atypique devenu un lieu de vie et de partage.

Caen (Calvados), envoyé spécial.

**C**hristian Langeois ne décolère pas. « Qu'est-ce qu'on fait des 80 gosses qui vont à l'école si Enedis parvient à récupérer les lieux dans le seul but de réaliser une opération immobilière ? » tempête ce syndiqué à la CGT. En avril 2018, cet agent retraité d'Enedis fut à l'initiative de l'ouverture d'un squat dans les locaux de l'ex-GRDF. « C'était déjà un lieu de solidarité et de lutte quand j'y travaillais, précise le militant communiste. Je suis content qu'il le soit encore sous cette nouvelle forme. »

La cour d'appel de Caen étudie cet après-midi le recours d'Enedis, propriétaire des 32 000 m<sup>2</sup> investis par l'AG contre toutes les expulsions, collectif de la région caennaise, en Normandie. La société demande l'expulsion des quelque 200 personnes qui y ont trouvé refuge depuis le printemps dernier et à qui le tribunal administratif a accordé, en juin dernier, un délai d'un an avant de devoir quitter les lieux. Dans ce lieu, « celles et ceux qui ne sont rien dans l'esprit dérangé de ceux qui prétendent nous gouverner peuvent réaffirmer leur dignité », écrivent les membres du collectif dans leur appel à défendre le plus important des sept squats ouverts dans la ville.

**Ici, pas de boue ni de déchets, comme dans les camps de fortune**

Au Marais vivent aujourd'hui des dizaines de familles dans des conditions plus dignes que la rue à laquelle les condamnent leurs situations administratives. Déboutés, dublinés, demandeurs d'asile non pris en charge, dans ce squat, ils trouvent bien plus qu'un toit. « Mon père n'a pas de travail. Ici, il s'occupe des espaces extérieurs. On n'a pas d'argent, on vit grâce aux dons faits au squat », explique Marquel, 11 ans, dans la salle qui sert d'appartement à sa famille. Partis d'Albanie avant la naissance du petit

dernier âgé de 3 ans, ils vivent en France depuis 2017 et ont déposé une demande d'asile il y a quatre mois. « Je sais bien qu'ils vont refuser de nous l'accorder puisqu'on est dublinés en Allemagne », continue Elda, la mère de Marquel, s'appuyant sur les traductions de ces trois enfants scolarisés pour se faire comprendre. Si la famille est déboutée de sa demande, elle devra attendre dix-huit mois avant d'en faire une nouvelle. Pendant cette période, sans statut légal, le squat du Marais est leur seule demeure.

**« L'endroit qui parle le mieux du monde, c'est le squat. » Pour certains, ce lieu est bien plus qu'une maison.**

Ici, pas de boue ni de déchets, comme dans les camps de fortune où survivent tant d'étrangers en France. Au contraire, les lieux sont régulièrement entretenus par les exilés eux-mêmes et les bénévoles. L'odeur du linge fraîchement lavé flotte dans les couloirs. Dans le bâtiment A, chaque étage est muni d'une machine à laver et d'une cuisine collective.

De l'autre côté de l'immense cour, quatre bâtiments abritent d'autres familles et militants. Mais pas seulement. Car le Marais n'est pas uniquement dédié à l'hébergement. C'est aussi un lieu de rencontres, de débats, de culture. Les militants de toutes les obédiences de la gauche radicale, syndicalistes, gilets jaunes et artistes y organisent réunions, concerts, représentations théâtrales, ateliers pour enfants. Une multitude d'initiatives expérimentales y voient le jour. L'école nomade, mise en œuvre par un collectif de professeurs des écoles, offre, par exemple, des cours d'alphabétisation et du soutien scolaire. Un des bâtiments